

<https://ricochets.cc/Le-macronisme-double-pour-de-bon-LePen-sur-sa-droite-et-accelere.html>



Le macronisme double pour de bon LePen sur sa droite, et accélère

- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 27 novembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quand le prétendu « barrage » fait pschit :

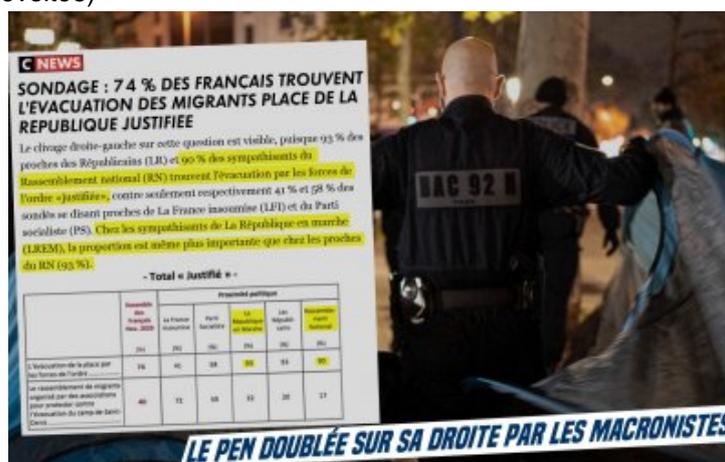
! MACRONISME : LE PEN DOUBLÉE SUR SA DROITE

! Mardi, les images d'une expulsion inhumaine d'exilés qui s'installaient dans des tentes Place de la République faisaient le tour du monde. Tentes détruites et arrachées, coups, gaz sur des personnes en détresse... ces actes choquaient bien au delà des frontières françaises.

! Un sondage vient de tomber au sujet de cette opération scandaleuse : au delà d'un résultat qui dévoile une opinion structurellement raciste, façonnée par des médias qui le sont tout autant, les sympathisants LREM sont 93% à approuver l'expulsion violente d'exilés. Contre 90% de sympathisants RN. Le Macronisme fait donc pire que l'extrême droite Lepéniste !

! Racisme, autoritarisme, violence sociale, attaque sans précédent contre les libertés : le Macronisme a terminé sa mue d'extrême droite. LREM, mouvement hors sol issu du PS et sponsorisé par les médias, aura droitisé à marche forcée tout l'échiquier politique en quelques années. Et ouvert la voie au fascisme.

(post et visuel de Nantes Révoltée)



Le macronisme double pour de bon LePen sur sa droite

« EXILÉS : LA RÉPUBLIQUE À LA LISIÈRE DU FASCISME »

Tentes vidées de leurs occupants comme s'il s'agissait de bétail, coups, insultes, grenades, vol massif de tentes, et errance sans solution.

Tout cela s'est passé hier, 23 novembre, en plein Paris, Place de la République. Dans la nuit glaciale, l'Etat français a envoyé la police terroriser des centaines d'exilés qui dorment dans la rue et qui se sont rassemblés sur la Place pour donner à voir leur situation insoutenable. La réponse de la police : voler leurs tentes, bien maigres protections face au froid, et frapper. C'est aujourd'hui le sort au quotidien de milliers de personnes sans papiers en France.

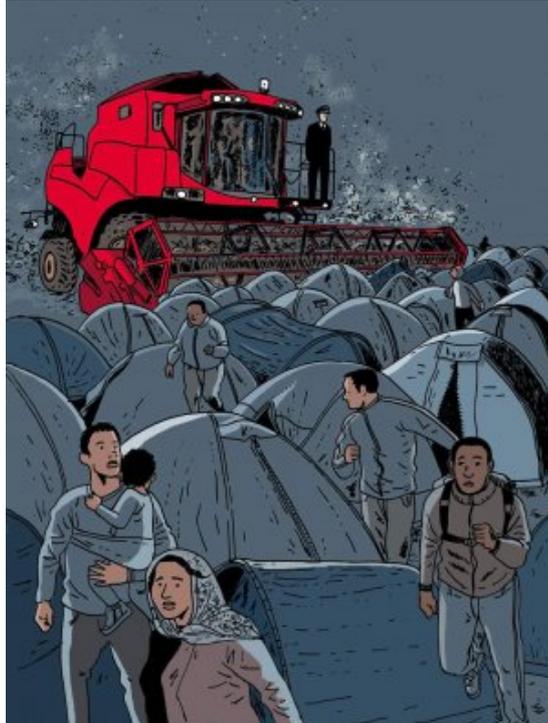
Cette expulsion inhumaine s'est accompagnée de violences et d'humiliations jusqu'à 1H du matin, y compris contre les journalistes et des élus. Au terme d'une soirée terrible, les exilés, hommes, femmes, enfants, erraient autour d'Aubervilliers, en banlieue parisienne, toujours suivis par des dizaines de policiers. Le journaliste Rémy Buisine,

Le macronisme double pour de bon LePen sur sa droite, et accélère

habitué des situations tendues, écrit sur twitter : « En 5 ans de journalisme, c'est probablement l'une des soirées les plus difficiles émotionnellement. Pas pour moi, mais pour eux. La situation des réfugiés a Paris est horrible, la gestion de la situation est tellement inhumaine ce soir. Choquant. »

La République française est à la lisière du fascisme. Macron, c'est Le Pen, mais sans les contre-pouvoirs.

(post de Nantes Révoltée)



Le macronisme double pour de bon LePen sur sa droite, et accélère Dessin de Deloupy Zac

Le macronisme double pour de bon LePen sur sa droite Â« Tout ça c'est pour votre sécurité Â»

òë LA FRANCE A L'AUBE D'UN ETAT FASCISTE

... même sans l'article 24 de la loi Sécurité globale

Cette semaine n'a pas été à la faveur de l'article 24. Avec l'évacuation de la République et le tabassage de Michel Zecler, le crash test est foiré, la réalité a parlé. Le fait qu'il légalise une pratique mafieuse empêchant la production de preuves de violences policières et qu'il touche à la liberté de la presse, chère à la corporation des journalistes le rend dur à avaler. Il est probablement déjà mort né. Sans compter que la colère qu'il suscite est en train de produire l'inverse de l'effet recherché.

4 Par contre, si jamais les autres dispositions de la Loi Sécurité globale et la future loi Séparatisme sont adoptées, Macron aura réussi à poser les piliers d'un état policier couplé à une ségrégation islamophobe légalisée.

Une question : si l'article 24 saute, restera-t-il des journalistes et des organisations citoyennistes pour s'opposer à cette descente aux enfers ?

ï **Le maintien de l'article 24 est devenu intenable**

En une semaine, pas moins de deux cas d'école viennent de prouver que l'article 24 de la loi sécurité globale est incompatible avec le besoin de vérité dans les affaires de violences policières. Lundi, l'évacuation inhumaine des réfugiés de la place de la République et jeudi le tabassage de Michel Zecler à son studio de musique ont véritablement plongé le gouvernement dans sa propre merde. Maintenant, on se demande plutôt combien de Michel sont actuellement derrière les barreaux pour faute d'images contredisant les mensonges policiers

Par ailleurs la défenseure des droits et de nombreux juristes ont montré que dans les faits, cet article 24 est inutile puisque des lois existent déjà pour réprimer les délits qu'il prétend cibler. Bref, politiquement, cet article 24 est probablement devenu un poids trop lourd à porter pour le gouvernement. Et la création par Castex d'une commission pour « une nouvelle écriture » de l'article, qui au final ne concernera pas l'article 24... ne fait que confirmer cette impression.

Il est probable que le gouvernement finira par lâcher l'article 24 ou le fera passer déplumé de toute sa substance afin de préserver les autres articles qui apparaissent bien plus juteux en terme d'intensification du contrôle sur la population. Au vu des conséquences de la pauvreté de masse qui s'annonce, nul doute qu'il a besoin au plus vite d'un cadre légal et de moyens répressifs surdimensionnés pour asseoir sa politique inégalitaire.

” **Faire de la France le premier pays sécuritaire d'Europe**

Deux aspects nous paraissent essentiels au delà de l'article 24 et il en a été très peu question dans les débats.

ï **Des pouvoirs élargis pour toutes les forces armées intérieures : police nationale, municipale, privée**

Il y a tout d'abord une extension de pouvoir, et donc de moyens, à la police municipale. « Les polices municipales placées sous l'autorité politique des maires se voient reconnaître avec cette loi des pouvoirs et des missions de plus en plus proches de ceux de la police nationale. » note une tribune parue dans le Monde aujourd'hui (Loi « sécurité globale » : « La France devient le premier pays sécuritaire de l'Union européenne »).

Grosso modo, il s'agirait pour les municipaux de faire le boulot de la police nationale pour libérer cette dernière pour le maintien de l'ordre. Elle serait également moins qu'avant, sous le contrôle des maires.

Ensuite, cette extension de pouvoir policier concerne aussi le secteur privé. La loi donne la possibilité aux policiers de pouvoir se reconvertir dans ces secteurs une fois la retraite arrivée ou lorsqu'ils décident de raccrocher le flashball républicain. Il faut aussi noter que la loi permet une extension des missions du privé qui pourrait désormais s'occuper de la sécurité publique et ce avec des prérogatives répressives étendues. Le cas concret qui s'annonce est clairement le déroulement des prochains jeux olympiques à Paris, cités comme exemple à l'Assemblée Nationale par un des rapporteurs de la loi, ancien policier du Raid, Jean Michel Fauvergue.

Voilà donc des aspects bien concrets de la loi qui comptent à la fois financièrement dans la vie d'un policier et qui donnent par dessus tout les possibilités à ce corps de métier d'une extension inédite du pouvoir répressif et du contrôle permanent de nos vies. Comme le dit le docteur en droit Yves Jeanclos « l'Etat pourrait avoir à sa disposition répressive, au quotidien, pas loin d'un demi million d'agents du maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure, soit un potentiel ratio d'environ un fonctionnaire des forces intérieures pour 150 habitants (contre un pour

281 en 2018), la France devenant le premier pays sécuritaire de l'Union européenne. »

¡ Après la phase test, la technopolice passe à l'échelle industrielle

Alors que la France se situe déjà dans le top des pays dits démocratiques par ses moyens juridiques et policiers de surveillance et de contrôle de sa population civile, le gouvernement semble lancé, sans aucun débat public, dans une course aveugle au déploiement de technologies de surveillance de masse. Le traitement en direct des images de drones dont l'usage serait largement étendu, de celles des caméras qu'elles soient policières, de rue, ou de hall d'immeuble et la reconnaissance faciale prévus par cette loi constitueraient un pas en avant immense vers une société où les moindres faits et gestes quotidiens des citoyens pourront être surveillés.

¡ Loi Séparatisme ou la construction d'un ennemi intérieur

Il a beaucoup été question de la pratique journalistique à propos de cette loi. Mais au delà de la liberté de faire, il y a une liberté bien plus importante qui s'annonce ciblée, c'est celle d'être. Car ne l'oublions pas, cette loi s'inscrit dans un contexte où l'Etat profite du choc des attentats terroristes pour terroriser à son tour celles et ceux qu'il estime pouvoir jeter à la vindicte populaire. Avec la loi Séparatisme qui s'annonce, l'Etat se désigne son ennemi numéro un, car s'il est une règle de pouvoir cardinale c'est de se désigner un ennemi à combattre pour cacher les vrais problèmes. Les musulmans sont plus que jamais les cibles des fakenews et fantasmes de l'extrême droite avec qui le macronisme joue la concurrence.

Ce qui s'annonce avec ces deux projets de loi, Sécurité globale et Séparatisme, c'est une société de la surveillance, de la suppression des libertés publiques et de la suspicion généralisées construite sur la paranoïa islamophobe. Pour reprendre la formule de Guillaume Meurice :

« on ne pourra pas dire qu'on a pas vu venir le fascisme. Il arrive en klaxonnant ! »

Là où les gens se connaissent, se font confiance et prennent le temps de penser et d'agir ensemble, nous pouvons faire échouer le gouvernement et la société de contrôle. Passons nous le mot. Résistons.

NOUS POUVONS GAGNER !

(post de Cerveaux non disponibles

Post-scriptum :

► Voir aussi : [Non, Macron n'est pas "moins pire" que ne le serait Le Pen](#)

« Ils sont réveillés la nuit toutes les deux-trois heures pour être fouillés. Mon fils avait enlevé son tee-shirt et son pantalon pour se faire un oreiller et se protéger de la lumière pour essayer de dormir, un flic est venu dans la nuit et lui a demandé s'il avait froid. Il lui a répondu oui, et ce dernier lui a pris son tee-shirt et son pantalon. Mon fils a vomi pendant la nuit à plusieurs reprises, il a sonné longtemps, très longtemps, personne n'est jamais venu. Il s'est alors mis à taper contre les murs pour que quelqu'un vienne enfin. Un flic est venu et lui a dit d'arrêter et de fermer sa gueule, sans même lui demander ce qu'il se passait. »

(...)

Mais avec Macron, ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles, leurs intérêts bien au chaud, la population tenue en laisse par la répression et la peur, sans pour autant devoir vivre avec. Car c'est à ça qu'on reconnaît un bourgeois : le besoin irrépressible de passer pour quelqu'un de bien, qui a mérité sa place, qui contribue à la bonne marche de l'humanité, et qui respire l'intelligence et la sagesse.

La réalité de notre pays, après deux ans de macronisme, est donc bien la suivante : celles et ceux qui, durant l'entre-deux tours, ont refusé le chantage au « barrage », avaient raison. L'extrême-libéralisme et l'extrême-droite n'ont pas le même style, mais leurs politiques ont les mêmes effets : les dominants sont confortés, à tous niveaux. Les pauvres sont accablés et marginalisés. Les étrangers et les minorités, parce que plus exposés à l'injustice économique et sociale, sont toujours les premières victimes. La police, confortée et protégée, se donne à coeur joie à ses pulsions et ses rancoeurs. Les bourgeois, à de rares exceptions, se taisent et approuvent en silence. Ceux qui luttent en chien, parfois en

meurent.

Alors non, ça ne serait pas du tout « pire » si nous avions Le Pen plutôt que Macron, ce serait à peine différent. Vous les lâches, vous les indifférents, vous les satisfaits : sachez que cette excuse ne tient plus. Et nous autres, décomplexons-nous : n'ayons plus peur de "faire le jeu du FN" en ne nous alignant pas. Et n'attendons pas le pire pour agir : il est déjà là.